

20250228 Mediapart

<https://www.mediapart.fr/journal/france/280225/la-gaite-lyrique-une-mise-en-danger-d-enfants-et-adolescents-vulnerables>

[Migrations](#) Reportage

À la Gaîté-Lyrique, « une mise en danger d'enfants et adolescents vulnérables »

Plusieurs centaines de jeunes exilés occupent depuis près de 80 jours la Gaîté-Lyrique, à Paris. Le 26 février, la direction a décidé de rendre les clés de cet établissement culturel face à une situation « explosive » et à des autorités largement absentes.

[Laura Wojcik](#)

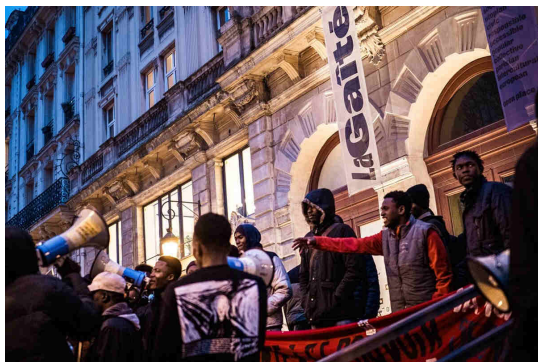
28 février 2025 à 16h10

« On se demande ce que vont devenir autant de personnes dans un lieu complètement impropre à l'hébergement et qui sont laissées comme ça aux abois par les autorités », s'inquiète Paul Alauzy, coordinateur au sein de l'ONG Médecins du monde.

Ce lieu, c'est la Gaîté-Lyrique, un espace culturel parisien d'ordinaire dédié à des spectacles, ateliers et manifestations culturelles. Depuis l'automne, ce bâtiment, propriété de la ville de Paris, est occupé par des centaines de jeunes exilé-es et a annulé l'ensemble de sa programmation. À la mi-décembre, environ 200 personnes vivaient là, aujourd'hui 446 selon un dernier recensement.

Le 26 février, l'équipe de cet espace emblématique du III^e arrondissement a lancé un appel à l'aide auprès des autorités, estimant « ne plus être en mesure d'assurer la gestion, l'entretien et l'exploitation du bâtiment » après plus de soixante-dix-neuf jours d'occupation par le collectif des Jeunes du Parc de Belleville.

« On commence vraiment à atteindre un stade très inquiétant, c'est des dizaines d'agent-es de sécurité qui se retirent, tout un personnel qui était au chevet d'une population très vulnérable », déplore Paul Alauzy, dont l'ONG intervient chaque semaine à la Gaîté-Lyrique avec sa clinique mobile.



Rassemblement en soutien aux mineurs isolés qui occupent la Gaîté-Lyrique, à Paris, le 19 février 2025. © Photo Bastien Ohier / Hans Lucas via AFP

Le personnel parti, la sécurité incendie, la collecte des déchets et la sûreté des lieux devront reposer sur d'autres forces dès le 28 février au soir. En conférence de presse, Benoît Hamon, directeur général de Singa Global, ONG qui gère le lieu aux côtés de quatre autres acteurs, s'estime « *confiant* » après des discussions avec la municipalité « *qui vont dans le bon sens* ». L'ancien candidat socialiste à la présidentielle assure que la mairie de Paris est face « *à une situation de carence qui l'oblige à prendre ses responsabilités* » : « *Demain, la sécurité sera assurée à la Gaîté-Lyrique, je n'ai aucun doute.* »

Une situation intenable

En attendant, les salarié·es plient bagage. « *Aujourd'hui, je ne travaillais pas. Mais je reviens faire mes cartons. On déménage* », glisse l'une d'eux. La veille, la soixantaine de salarié·es a décidé d'exercer son droit de retrait face à cette occupation « *subie* » et à « *une situation humaine indigne* ». Dans le hall du bâtiment, une grande majorité de jeunes à peine sortis de l'adolescence, des mineur·es souvent, comme Mohammed, 16 ans. « *La situation actuelle, c'est chaud quand même* », confie ce Sénégalais, casquette beige sur la tête.

Autour de ce porte-parole, des cartons et bagages bouchent les rares recoins encore libres. Sur les rambardes du premier étage, des vêtements sèchent autour de piles de couvertures colorées. Autour des tables de l'entrée, les occupants chargent patiemment leur téléphone. Chaque interstice libre est occupé par un fatras d'affaires. Une banderole trône au-dessus du regard des visiteurs : « *Malgré nos galères, restons solidaires* ».

Impossible, ce jour-là, de se hisser à l'étage pour rendre compte des conditions de vie des occupant·es. « *Imaginez-vous quatre cents jeunes, sans matelas, on doit dormir par terre et s'organiser pour que chacun ait une place. Il y a des draps, et on peut s'étendre dessus. On fait de la place à ceux qui arrivent ici* », résume Mohammed.

« *Il n'y a pas assez de toilettes, de douches, ce ne sont pas des conditions dignes d'hébergement et d'existence pour des personnes. Personne ne peut se satisfaire de ça* », regrette Benoît Hamon, contacté par Mediapart.

Vous ne pouvez pas demander à des éclairagistes, des barmans et des cheffes de projet de faire le boulot des travailleurs sociaux.

Benoît Hamon, directeur de Singa Global

Difficile d'évoquer ces conditions plus précisément avec la foule d'autres jeunes présent·es. Leur parole est rare, étroitement filtrée par les soutiens du collectif. Ces militant·es s'assurent que les journalistes ne vont pas pêcher des récits à la volée, y compris sur le parvis du bâtiment.

« *Des gens sont déjà venus ici au début de l'occupation, on se méfie. De mauvaises personnes viennent avec de mauvaises intentions*, estime Mohammed. *Des fachos, comme Reconquête, ont voulu nous attaquer, mais grâce à l'organisation, on a réussi à défendre nos intérêts et à les repousser.* »

Le jeune homme insiste sur les trésors d'auto-organisation que le collectif a déployés pour faire tenir une occupation longue dans cet espace contraint : « *À travers notre organisation, nos AG, notre mobilisation, c'est comme ça qu'on arrive à gérer. C'est difficile, mais on y*

arrive quand même. Imaginez-vous, rester soixante-dix-neuf jours, ce n'est pas donné à tout le monde. » Un soutien du collectif rencontré sur le parvis insiste sur l'importance de l'occupation, « *historique* », « *du jamais-vu depuis la mobilisation de l'église Saint-Bernard* » en 1996.

Avec l'arrivée progressive de nouveaux jeunes, les salarié·es de la Gaîté-Lyrique évoquent des difficultés croissantes dans leur communiqué : « *La situation dans l'établissement est explosive, avec une promiscuité intenable, et les violences liées à cette promiscuité sont croissantes en gravité et en fréquence.* » Leur texte mentionne aussi des alertes incendie et un « *départ de feu dans les espaces occupés le 21 février dernier, ayant nécessité l'intervention des pompiers de Paris et de la police nationale.* »

« *On est vraiment sur un sujet de mise en danger d'enfants et adolescents vulnérables*, alerte Paul Alauzy de Médecins du monde, qui se refuse à critiquer l'accompagnement des employé·es de la Gaîté-Lyrique. *En six ans avec Médecins du monde, je n'ai jamais vu un lieu aussi soutenant d'une occupation.* »

« *Mais vous ne pouvez pas demander à des éclairagistes, des barmans et des chef·fes de projet de faire le boulot des travailleurs sociaux* », tranche Benoît Hamon, qui ajoute : « *On peut considérer qu'on n'est pas des adversaires.* »

Lui s'estime « *fier* » des efforts déployés par les équipes du lieu, entourés de voisin·es, militant·es et bénévoles ces dernières semaines. « *C'est une affaire très simple, il y a des personnes de la Gaîté-Lyrique qui sont placées face à une question d'humanité majeure : "Est-ce qu'on laisse ces personnes dehors ou pas ?" Et la réponse est non.* »

Stratégie du « pourrissement »

Militant·es, jeunes et associatifs dénoncent de concert l'abandon des pouvoirs publics dans cette crise qui pourrait mettre en péril l'avenir de la Gaîté-Lyrique. « *L'État dit que c'est la mairie, et la mairie dit que c'est l'État*, soupire Mohammed. *On n'a jamais eu la moindre confiance [en l'État], même pas 5 % de confiance. Parce qu'on sait qu'il déteste les immigrants, et nous, on est tous des immigrants ici.* »

« *Là, on a vraiment l'impression, et surtout du côté de l'État, qu'ils jouent le pourrissement jusqu'au bout pour qu'un collectif comme celui qui soutient les jeunes finisse par implorer* », analyse Paul Alauzy. L'humanitaire estime néanmoins que le dossier devrait faire appel au « *courage politique* » de la municipalité dans un « *moment de crise au niveau national sur l'accueil des étrangers* ». Sans ouverture d'autres gymnases sous peu, la mairie « *participe aussi de ce pourrissement* », selon lui.

Benoît Hamon, lui, entend « *hiérarchiser qui est responsable de quoi* » : « *Retailleau qui nous fait de grands numéros sur les droits et devoirs serait bien inspiré de savoir que l'État a des devoirs, et qu'il ne peut pas passer lui-même au-dessus de la loi.* » Le lendemain, en conférence de presse, il ajoute : « *Personne n'a dit qu'il n'y aura pas d'action en justice, aujourd'hui, il y a une mise en danger des salarié·es, on examine les responsabilités des un·es et des autres, toutes les options restent sur la table.* »

Interrogée, la ville de Paris n'a pas répondu à nos nombreuses sollicitations, tout comme la préfecture de région.

L'État a fixé une date butoir au 13 mars pour une évacuation définitive des lieux, sans que le chemin d'une mise à l'abri pour les jeunes se dessine concrètement. « *On parle du Val-de-Grâce, du lycée Brassai, de gymnases, des éléments qu'on a eus de fonctionnaires, d'élus et d'associations* », indique Benoît Hamon.

Mohammed dit vouloir continuer la lutte auprès de ses 445 compagnons. « *Après cette date, on ne peut pas vraiment prédire le futur, mais on a quand même espoir, car on sait ce qu'on est en train de faire là. On ne va pas laisser tomber ça sans obtenir de résultats.* »

De son côté, la directrice générale de la Gaîté-Lyrique, Juliette Donadieu, rappelle que ses équipes « *souhaitent reprendre le travail* » au sein d'une Gaîté-Lyrique défendue par trois cents acteurs et actrices de la culture [dans Telerama le 27 février](#). « *Ce n'est pas rien, un lieu culturel comme ça qui s'éteint, a fortiori à un an des élections municipales* », souligne Benoît Hamon.

[Laura Wojcik](#)